

Colombie : violence domestique et protection de l'État

Berne, le 3 septembre 2025

Mentions légales

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Courriel : info@osar.ch
Site web : www.osar.ch
IBAN : CH92 0900 0000 3000 1085 7

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2025 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	La violence basée sur le genre en Colombie	4
2.1	Violence domestique	4
3	Cadre légal	6
3.1	Sanctions pour les auteurs de violence basée sur le genre	7
4	Une mise en œuvre lacunaire.....	8
5	Protection de l'État	10
5.1	Mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la violence domestique	10
5.2	Lacunes de protection institutionnelle	10
5.3	Assistance insuffisante aux victimes	11
5.4	Ordonnance de protection	12
5.5	Refuges pour femmes	13
6	Sources	13

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert·e·s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Existe-t-il en Colombie, et plus précisément à Baranquilla (département d'Atlántico), un mécanisme de protection des femmes victimes de violence domestique ?
2. Si oui, ce mécanisme est-il suffisant et/ou adéquat ?
3. Est-ce que la police peut protéger une femme victime de violence qui a déposé plainte ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Colombie depuis plusieurs années¹. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert·e·s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 La violence basée sur le genre en Colombie

Les cas de violence basée sur le genre sont en nette augmentation en Colombie. Selon *ABC Group*, un projet de plaidoyer d'un groupe de cinq organisations britanniques et irlandaises actives en Colombie, des données collectées par des communautés autochtones et organisations de la société civile ont montré que la violence sexuelle et sexiste était en augmentation en Colombie ces 20 dernières années. Les cas de violences sont passés de 149 personnes victimes par jour entre 2000 et 2009 à 400 entre 2010 et 2015 (*ABC Group*, 26 novembre 2024). Selon des chiffres de l'*Institut national de la santé* (INS), cités dans un rapport du *Ministère néerlandais des Affaires étrangères* (MFA), il y avait eu 159 899 cas présumés de violence sexiste et domestique en 2023, soit une augmentation de 17 % par rapport à l'année précédente. La police nationale a enregistré 23 366 victimes de ces violations pour 2023 (MFA, juin 2024). Le MFA cite également un article publié par la chaîne d'information *Cambio*, selon lequel 13 % des femmes âgées de plus de 18 ans à Bogotá ont déclaré avoir été victimes de violences entre 2020 et 2021. Cela concernerait environ 400 000 femmes, alors que la police n'a reçu que 53 000 signalements pour cette période (MFA, juin 2024).

2.1 Violence domestique

Les taux de prévalence de la violence domestique en Colombie sont parmi les plus élevés au monde. Le nombre de cas de violence domestique est passé de 40 000 en 2021 à près de 135 000 en 2024. Dans son rapport soumis pour la 73e session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, l'ONG américaine *The Advocates for Human Rights* indique que les taux de prévalence de la violence domestique en Colombie sont parmi les plus élevés du monde. Selon l'*Institut national de médecine légale et judiciaire* de Colombie, cité dans le rapport, 47 771 cas de violence domestique ont été signalés en 2022, soit 7713 cas de plus que l'année précédente (*The Advocates for Human Rights*, 7 août 2023).

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

Selon le MFA, qui cite des chiffres des autorités colombiennes, cette augmentation des cas de violence domestique s'est poursuivie en 2023. Cette année-là, 109 674 cas de violence domestique ont été signalés, dont 71 % concernaient des agressions contre des femmes. Chaque jour, 213 femmes en moyenne ont été agressées dans le pays (MFA, juin 2024). Selon l'*Office fédéral allemand des migrations et des réfugiés* (BAMF), qui cite le *Ministère colombien de la défense*, plus de 63 500 cas de violence domestique ont été signalés en Colombie entre janvier et mai 2024. C'est le chiffre le plus élevé enregistré depuis le début des enquêtes et cela représente une augmentation d'environ 35 % par rapport à la même période l'année précédente (BAMF, 31 décembre 2024). Selon *Freedom House*, qui cite des chiffres de la police nationale, il y a eu 134 600 cas de violence domestique qui ont été signalés en 2024 (*Freedom House*, 2025).

Alarmante augmentation des cas de féminicides. Selon l'ONG *The Advocates for Human Rights*, en 2022, ce sont 619 féminicides qui ont été rapportés par des organisations de la société civile. Une de ces organisations, l'*Observatorio Femicidios Colombia*, a indiqué qu'entre 2018 et 2023, 3111 cas de féminicide avaient été signalés dans le pays. Au moins 35 % des féminicides ont été commis dans des zones rurales, contre 65 % dans des zones urbaines. Le rapport indique par ailleurs que le véritable nombre de féminicides est certainement plus élevé. Dans de nombreux cas, les familles des victimes ont dénoncé le fait que les autorités judiciaires classent les féminicides comme des suicides, ignorant les points de vue des familles des victimes (*The Advocates for Human Rights*, 7 août 2023). Selon *Freedom House*, qui cite des chiffres du *Bureau national du médiateur* (Defensoria del Pueblo), 745 féminicides ont été signalés entre janvier et octobre 2024 (*Freedom House*, 2025). Le *Bogota Post* avance un nombre de féminicide identique pour les dix premiers mois de 2024, mais il cite comme source l'*Observatoire colombien des féminicides* (OFC). Pour le journal, les féminicides auraient atteint leur plus haut niveau depuis sept ans (*Bogota Post*, 2 décembre 2024). Selon la même source, citée par le journal colombien *El Tiempo*, durant les 7 premiers mois de l'année 2025, ce sont au moins 412 féminicides qui ont été signalés dans le pays, soit près de deux femmes assassinées chaque jour (*El Tiempo*, 28 août 2025).

Des féminicides également en augmentation dans le département d'Atlántico. Selon le journal *El Tiempo*, Barranquilla, la capitale du département d'Atlántico, connaît une augmentation du nombre de femmes victimes de violence domestique. Rien que pendant les 21 premiers jours de 2024, ce sont six femmes qui ont été assassinées dans le département (*El Tiempo*, 23 janvier 2024). Atlántico fait partie des départements du pays où cette augmentation de la violence basée sur le genre a continué en 2025 (*El Tiempo*, 28 août 2025).

Les chiffres officiels sur le nombre de cas de violence basée sur le genre, y compris sur le nombre de féminicides, sous-estiment vraisemblablement la réalité. Selon le MFA, dans la pratique, les chiffres officiels sur le nombre de victimes de violences sexistes et domestiques sous-estiment largement la réalité. Souvent, les victimes ne signalent pas un crime car elles craignent des représailles de la part de l'auteur ou parce qu'elles dépendent financièrement de celui-ci. D'autres victimes ont un sentiment de honte ou de culpabilité ou craignent d'être revictimisées (MFA, juin 2024). Selon la représentante d'un groupe de réflexion qui se concentre sur les droits des femmes, interrogée par le *Bogota Post*, en l'absence de statistiques officielles et fiables, il est difficile de mesurer la véritable ampleur de la violence faite aux femmes, notamment des féminicides. D'une part, l'augmentation des chiffres pourrait être le fait d'une plus grande sensibilisation à cette problématique. D'autre

part, de nombreux meurtres de femmes ne sont pas reconnus comme féminicides et le nombre réel est probablement bien plus important (*Bogota Post*, 2 décembre 2024).

3 Cadre légal

La loi n° 1257 de 2008, ou loi sur le droit des femmes à une vie sans violence, met l'accent sur la violence domestique. Elle stipule que les victimes ont droit à une prise en charge complète, à des mesures de protection et à des réparations. Selon le MFA, la Colombie a promulgué plusieurs lois pour lutter contre la violence basée sur le genre. La loi n° 1257 de 2008, ou loi sur le droit des femmes à une vie sans violence, a établi les normes en matière de sensibilisation, de prévention et de sanction des différentes formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes (MFA, juin 2024). Selon les avocates et chercheuses *Laura C. Gamarra-Amaya et al.*, cette loi met l'accent sur la violence domestique à caractère sexiste, c'est-à-dire la violence commise par le partenaire ou l'ex-partenaire de la victime. La loi stipule que les victimes les victimes ont droit à une prise en charge complète — médicale, psychologique et juridique — ainsi qu'à des mesures judiciaires et de protection, y compris une protection immédiate. Les poursuites pénales peuvent s'accompagner d'une action civile visant à obtenir réparation pour les dommages financiers subis par la victime (*Laura C. Gamarra-Amaya et al.*, 6 juin 2023).

La loi n° 1959 de 2019, ou loi sur la violence intrafamiliale, réaffirme les droits des victimes de violence domestique. Elle impose aux autorités de mener une enquête d'office et de sanctionner les auteurs. Selon les avocates et chercheuses *Laura C. Gamarra-Amaya et al.*, la loi n° 1959 de 2019, ou loi sur la violence intrafamiliale, a été conçue pour prévenir, punir et éradiquer la violence intrafamiliale sous toutes ses formes. Elle établit également les droits des victimes, les mesures de protection et les sanctions à l'encontre des agresseurs. La loi reconnaît aux victimes de violence domestique plusieurs droits fondamentaux, tels que le droit à la vie, à la santé, à la sécurité, à l'intégrité physique, à la liberté individuelle et au respect de la vie privée. Elle leur garantit également l'accès à l'assistance et à une prise en charge globale assurée par l'État. La loi met en place différents dispositifs pour protéger les victimes, tels que des ordonnances d'éloignement, l'interdiction pour l'agresseur de s'approcher, une protection assurée par la police ou encore l'attribution d'un logement. L'objectif de ces mesures est d'assurer la sécurité des victimes et d'empêcher la réapparition de violences. Un cas de violence domestique peut être dénoncé par toute personne — la victime elle-même, un·e proche, un·e témoin ou encore un·e professionnel·le ayant constaté des signes de violence. La loi impose par ailleurs aux autorités de mener une enquête, de sanctionner les auteurs et d'assurer l'assistance ainsi que le soutien aux victimes (*Laura C. Gamarra-Amaya et al.*, 6 juin 2023).

La loi n° 2126 de 2021 vise à améliorer l'efficacité des commissaires à la famille, chargé·e·s de fournir assistance et protection aux victimes de violence domestique. Selon l'ONG *The Advocates for Human Rights*, les commissaires à la famille sont au centre de la réponse du gouvernement à la violence contre les femmes. Celles et ceux-ci ont la mission de fournir « *des soins spécialisés et interdisciplinaires afin de prévenir, protéger, restaurer, réparer et garantir les droits des personnes qui sont exposées à un risque, sont ou ont été victimes de violences sexistes dans le contexte familial [violences domestiques] et/ou victimes d'autres violences dans le contexte familial* ». Avec la loi n° 2126 de 2021, le

gouvernement a cherché à alléger la charge de travail excessive et disparate des bureaux des commissaires à la famille et à leur permettre de se concentrer sur la prévention de la violence domestique et de fournir une protection et des soins aux victimes. La loi a mis en place une nouvelle structure et de nouveaux mandats pour le commissaire à la famille et a établi que les administrations municipales devaient structurer et fournir les professionnels nécessaires aux bureaux des commissaires à la famille (*The Advocates for Human Rights*, 7 août 2023).

Autres lois importantes pour la protection des femmes contre la violence basée sur le genre. Le MFA cite d'autres lois importantes pour la protection des femmes, notamment la loi n° 1761 de 2015, ou loi Rosa Elvira Cely, qui qualifie le féminicide de crime en soi, et la loi n° 1719 de 2014, qui garantit aux victimes de violences sexuelles, en particulier dans le contexte d'un conflit armé, l'accès à la justice et toute une série d'autres mesures. Finalement, la loi n° 2215, adoptée en juin 2022, met en place des refuges comme mesure de protection pour les femmes victimes de violences, ainsi que pour leurs enfants et les personnes à leur charge (MFA, juin 2024).

Adoption, en novembre 2024, d'une loi de « divorce express » permettant à une personne de mettre fin unilatéralement à son mariage, afin de simplifier la procédure et de mieux protéger les femmes contre la violence domestique. Selon le site d'information *Colombia 1*, en novembre 2024, la Colombie a adopté une loi sur le divorce express visant à simplifier la procédure de divorce. En vertu de la nouvelle loi, les personnes mariées en Colombie pourront divorcer unilatéralement, c'est-à-dire sans le consentement de leur conjoint. Cette loi vise à mieux protéger les femmes contre la violence domestique, notamment en permettant aux conjoints se trouvant dans des situations matrimoniales compliquées, voire violentes, de dissoudre plus facilement leur mariage. Ainsi, le Code civil colombien contient désormais une clause de divorce permettant à une personne de mettre fin à son mariage simplement parce qu'elle ne souhaite plus le poursuivre. Auparavant, les conjoints devaient attendre deux ans de séparation avant de pouvoir divorcer avec des risques accrus de violence et de féminicide pendant cette période (*Colombia 1*, 27 novembre 2024).

3.1 Sanctions pour les auteurs de violence basée sur le genre

Lourdes sanctions pour les auteurs de violence domestique avec des peines de prison pouvant atteindre 8 ans. Jusqu'à 50 ans pour les auteurs de féminicides. Selon *Laura C. Gamarra-Amaya et al.*, en ce qui concerne les sanctions, la loi n° 1959 de 2019 prévoit différentes mesures à l'encontre des auteurs de violences, allant des ordonnances restrictives et mesures de protection jusqu'aux arrestations, aux amendes et, dans certains cas, à l'emprisonnement. Elle impose aussi aux agresseurs de suivre un traitement et de participer à des programmes de réinsertion ou de réadaptation (*Laura C. Gamarra-Amaya et al.*, 6 juin 2023). Selon l'ONG *The Advocates for Human Rights*, la loi n° 1959 de 2019 prévoit des sanctions pour les infractions liées à la violence domestique. Elle stipule que « *toute personne qui soumet un membre de sa famille à des violences physiques ou psychologiques est passible, à condition que ce comportement ne constitue pas une infraction passible d'une peine plus lourde, d'une peine d'emprisonnement de 4 à 8 ans* » (*The Advocates for Human Rights*, 7 août 2023). Pour le *Département d'Etat américain* (USDOS), le viol conjugal est considéré comme un crime. Le viol commis par un conjoint, un concubin actuel ou ancien, ou un

coparent est considéré comme une infraction aggravée et est traitée par la loi comme une agression sexuelle violente. Les auteurs d'actes de violence sexuelle conjugale encourrent des peines d'emprisonnement de six mois à deux ans. Le féminicide est passible de peines allant de 21 à 50 ans d'emprisonnement (USDOS, 23 avril 2024).

4 Une mise en œuvre lacunaire

Impunité largement répandue. Entre 2019 et 2021, seuls 140 des 1881 féminicides signalés ont conduit à des condamnations. Le nombre total de femmes victimes s'élevait à 343 669 (*The Advocates for Human Rights*, 7 août 2023). Pour USDOS, l'impunité des auteurs de violence sexiste constitue un problème en Colombie. Bien que la loi oblige le gouvernement à protéger immédiatement les victimes de violence domestique contre de nouveaux abus physiques ou psychologiques, la loi n'était pas toujours appliquée, en particulier dans les zones rurales (USDOS, 23 avril 2024). Selon une étude de l'*Agence des États-Unis pour le développement international* (USAID) sur l'impunité en matière de violence sexiste en Colombie, sur les 1881 cas de féminicides signalés entre 2019 et 2021, seuls 677 ont fait l'objet de poursuites pénales. Ces dernières ont abouti à 378 arrestations et seulement 140 condamnations. USAID estime que ces statistiques démontrent qu'il existe un niveau alarmant d'impunité dans un pays où quatre femmes sont assassinées chaque jour (USAID, avril 2024). En se basant sur plusieurs sources, le MFA estime également que l'impunité pour les crimes violents contre les femmes est très élevée en Colombie. D'après la *Fiscalia*, un organisme indépendant rattaché au pouvoir judiciaire en Colombie, citée par le MFA, 40 % de toutes les infractions sexuelles connues et 60 % de tous les cas de violence domestique entre 2020 et 2023 avaient été résolus. L'impunité pour les violences faites aux femmes serait même beaucoup plus élevée. Selon une autre source consultée par le MFA, 96 % de tous les crimes violents contre les femmes restaient impunis. En 2022, seuls 15 % de toutes les enquêtes sur les meurtres de femmes auraient abouti à des poursuites pénales contre l'auteur (MFA, juin 2024).

Les violences basées sur le genre sont largement sous-déclarées et, lorsqu'elles sont signalées, les victimes subissent discriminations, re-victimisation, stigmatisation, obstacles pratiques et risques de représailles, ce qui entretient et renforce l'impunité. Selon *ABC Group*, dans les cas de viols, soit les protocoles adéquats ne sont pas en place, soit ils ne sont pas appliqués. De manière plus large, en Colombie, les violences basées sur le genre sont largement sous-déclarées. Lorsqu'elles sont signalées, les victimes font souvent face à des préjugés et de la discrimination de la part des fonctionnaires, qui questionnent leur comportement et font des insinuations. En conséquence, cela entraîne une re-victimisation et favorise l'impunité. Selon les auteur·trice·s du rapport, il existe un risque important que la police ou d'autres autorités fassent fuiter des informations liées à un viol, soit par incompetence, soit parce qu'elles sont liées à l'auteur. Un autre obstacle qui empêche les victimes de déposer plainte est celui de la stigmatisation et de la crainte des représailles, surtout lorsque la victime est migrante et ne possède pas de papiers en règles. En zones rurales, les victimes se heurtent à des obstacles financiers, notamment pour se déplacer pour signaler le crime, fournir des preuves médico-légales et accéder aux services de santé. L'absence de base de données centralisées fait que les victimes doivent souvent répéter leurs témoignages et revivre le calvaire qu'elles ont subi plusieurs fois avec différents interlocuteurs. Les victimes savent également que l'impunité est très répandue, que les autorités

prennent rarement des mesures et donc qu'il ne sert souvent à rien de déposer plainte. Elles craignent de subir des représailles, des menaces, du harcèlement ou même des agressions et de devoir quitter leur communauté (*ABC Group*, 26 novembre 2024). L'étude de USAID confirme également que les victimes subissent fréquemment de nouveaux abus et atteintes à leurs droits de la part même des autorités censées les protéger et les accompagner, ce qui renforce la discrimination institutionnelle et perpétue leur exclusion socio-économique. Cette re-victimisation est aggravée par l'adhésion généralisée en Colombie à des normes sexistes inéquitables ainsi que par le manque de formation des forces de l'ordre et du personnel judiciaire sur les questions de violence basée sur le genre. Cela entraîne souvent le rejet hâtif et arbitraire des affaires de ces violences. Les fonctionnaires doutent souvent des victimes, les ignorent ou les pressent de raconter et de revivre leurs expériences traumatisantes à plusieurs reprises. Ce manque d'empathie et de compréhension renforce la réticence des victimes à engager des poursuites judiciaires. Cela favorise aussi une culture d'impunité généralisée au sein du système juridique et judiciaire (USAID, avril 2024). Le site d'information *Colombia Diversa* indique également que de nombreuses victimes de violence conjugale ne signalent pas les violences aux autorités. D'une part, elles ont peur de perdre leur réseau de soutien et leur protection, et redoutent la stigmatisation et discrimination. D'autre part, elles savent que les commissariats de police chargés de recevoir ces plaintes ne disposent souvent pas d'infrastructures adéquates, d'équipements complets ou de connaissances et de sensibilisation à la violence sexiste (*Colombia Diversa*, juin 2021).

Graves lacunes législatives, budgétaires et matérielles qui limitent l'efficacité des bureaux des commissaires à la famille et entravent l'accès des femmes victimes de violences basées sur le genre à une protection et une justice adéquate. Pour l'ONG *The Advocates for Human Rights*, il existe des lacunes dans la législation et la mise en œuvre des politiques en matière de prévention, de protection et d'accès à la justice pour les femmes victimes de violence basée sur le genre. L'ONG relève que pour mettre en œuvre les changements structurels prévus par la loi n° 2126 de 2021, le gouvernement se doit de fournir des ressources et des capacités supplémentaires. En effet, certaines municipalités ne disposent pas de ressources suffisantes pour financer et doter en personnel les bureaux des commissaires à la famille pour remplir leur mandat en matière de lutte contre la violence basée sur le genre. Selon des informations du Bureau du procureur général délégué à la défense des droits des enfants, des adolescent·e·s, de la famille et des femmes, à peine plus de la moitié des 668 bureaux des commissaires à la famille disposent d'une équipe complète de professionnel·le·s pour soutenir les victimes de violence domestique. De plus, seuls 40 % de ces bureaux disposent d'espaces intimes pour les victimes. Des médias ont rapporté que de nombreuses victimes hésitent à demander l'aide aux bureaux des commissaires à la famille en raison du manque d'intimité dû à l'insuffisance des installations. Le rapport mentionne l'organisation *SISMA Mujer*, qui dénonce l'état dégradé des bureaux des commissaires à la famille, dont certains voient leurs toits s'effondrer et présentent des murs humides et des sols abîmés. Cette organisation souligne aussi un manque important de matériel et d'outils technologiques. Les rares ordinateurs et imprimantes disponibles sont souvent insuffisants ou en mauvais état (*The Advocates for Human Rights*, 7 août 2023).

Bien que la loi n'exige pas la répétition des faits pour sanctionner la violence domestique ou sexuelle, la justice tend en pratique à insister sur le caractère systématique des infractions. Selon *Laura C. Gamarra-Amaya et al.*, alors qu'en principe les lois visant à protéger les femmes victimes de violence domestique stipulent que la systématisation n'est pas une exigence et donc que même une seule infraction peut entraîner des conséquences

pénales importantes, en pratique, plusieurs décisions judiciaires ont montré que cela n'était pas toujours le cas. Dans un arrêt rendu en mars 2023, où un ancien supérieur hiérarchique a été condamné pour harcèlement sexuel, la Cour suprême a souligné à plusieurs reprises le caractère systématique de l'infraction (*Laura C. Gamarra-Amaya et al.*, 6 juin 2023).

Réparations accordées à une femme victime de violence domestique. *Laura C. Gamarra-Amaya et al.* indiquent que dans une décision de 2020, la Cour constitutionnelle, qui s'est basée sur la loi n° 1257 de 2008, ou loi sur le droit des femmes à une vie sans violence, a accordé des dommages-intérêts à la plaignante dans une procédure de divorce parce qu'elle avait subi plusieurs cas de violence domestique de la part de son ex-mari (*Laura C. Gamarra-Amaya et al.*, 6 juin 2023).

5 Protection de l'État

5.1 Mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la violence domestique

État d'urgence nationale déclarée par le gouvernement. Mise en place d'un système national d'enregistrement, de prise en charge, de suivi et de surveillance de la violence basée sur le genre. Selon *ABC Group*, il n'existe pas de registres officiels ou unifiés sur les violences sexuelles et sexistes et la coordination est insuffisante en matière d'identification et de classification des crimes et de collecte des données pertinentes. Toutefois, le Plan national de développement 2022-2026 de la Colombie (article 342) a déclaré l'état d'urgence nationale en raison de la violence sexiste et a reconnu la nécessité urgente de lutter contre la violence aggravée à l'égard des femmes et de la surmonter. Selon un représentant du gouvernement colombien, la mise en place d'une base de données unifiée est en cours. Ce Système national d'enregistrement, de prise en charge, de suivi et de surveillance de la violence sexiste consiste en une plateforme technologique centralisée permettant de recueillir, de traiter et de surveiller tous les cas de violence sexiste et sexuelle qui sont portés devant la justice, qu'ils proviennent du parquet, de la médecine légale, du secteur de la santé, de la police ou d'autres instances. Avec ce système national de surveillance, les femmes n'auraient plus qu'à signaler les détails du crime à une seule institution, qui se chargerait ensuite de documenter le cas de violence et de le mettre à la disposition de toutes les autres institutions (*ABC Group*, 26 novembre 2024).

En 2025 à Barranquilla, les « Patrouilles violettes » ont mené des actions contre les violences de genre, entraînant campagnes de prévention et arrestations. *El Tiempo* rapporte qu'à Barranquilla et sa région, le gouvernement a pris des mesures en 2025 pour lutter contre l'augmentation de la violence basée sur le genre. Depuis janvier 2025, la police nationale a déployé les « Patrouilles violettes », des agents en uniforme, qui ont mené 723 campagnes communautaires dans les quartiers, les parcs, les écoles et les centres commerciaux. Le but visé est d'encourager le signalement et de briser le silence qui entoure souvent les cas de violence contre les femmes. Cette patrouille aurait traité 650 cas depuis le début de l'année dont certains se sont traduits par des poursuites judiciaires. Au total, la police a arrêté deux personnes pour féminicide, 52 pour délits sexuels et 210 pour violence domestique (*El Tiempo*, 28 août 2025).

5.2 Lacunes de protection institutionnelle

La définition restrictive de la violence domestique exclut les victimes agressées par des partenaires amoureux non-cohabitants ou non mariés, créant ainsi une inégalité d'accès à la protection, à la justice et à la réparation. Pour l'ONG *The Advocates for Human Rights*, en vertu de la loi n° 2126 de 2021, les bureaux du commissaire à la famille ont le mandat de protéger les femmes dans une perspective « axée sur la famille ». Ainsi, les auteurs potentiels de violence domestique sont définis comme étant les anciens ou actuels maris, les partenaires domestiques, les co-parents de leurs enfants et « les personnes avec lesquelles la victime a entretenu une relation amoureuse, qu'il y ait eu cohabitation ou non, de nature permanente, caractérisée par une vocation claire et sans équivoque de stabilité ». Cette définition, qui est également inscrite dans le Code pénal colombien et dans l'interprétation de la Cour suprême de justice, exclut les femmes qui ont subi des violences de la part d'autres types de partenaires amoureux-ses, tels que des petits amis ou des petites amies. Celles-ci ne peuvent pas obtenir un soutien institutionnel, accéder à la justice et obtenir réparation. Pour les organisations de la société civile, il existe ainsi dans le système juridique colombien des « victimes de première et de deuxième catégorie ». Dans le cas où les personnes sont mariées, vivent ensemble ou ont des enfants, la victime pourra signaler une agression comme de la violence domestique, alors que dans le cas où c'est un petit ami qui est l'auteur de l'agression, le cas ne pourra être signalé que comme blessures corporelles. Dans ce cas, la sanction dépendra de l'invalidité causée par le coup. De plus, comme il s'agit d'un délit conciliable, il peut faire l'objet d'un retrait de plainte et il ne fait pas l'objet d'une enquête d'office, comme c'est le cas pour les violences domestiques (*The Advocates for Human Rights*, 7 août 2023).

5.3 Assistance insuffisante aux victimes

Seule une minorité des cas de violence basée sur le genre signalés ont résulté en une assistance aux victimes. Selon l'ONG *The Advocates for Human Rights*, dans son rapport national soumis au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, la Colombie a indiqué que le bureau du procureur général avait enregistré un total de 465 792 poursuites individuelles pour des crimes de violence domestique entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2021. Toujours selon l'ONG, en 2021, le *Système intégré d'information sur les violences sexistes* (SIVIGE), un système mis en place par le gouvernement colombien pour produire et coordonner des statistiques officielles sur les violences sexistes, a signalé 58 614 cas de violence physique, 27 585 cas de violence sexuelle et 10 021 cas de violence psychologique. Le Bureau national du médiateur (Defensoria del Pueblo) a quant à lui fourni en 2021 une assistance dans 3646 cas de violence sexiste, soit une moyenne de 10 par jour (*The Advocates for Human Rights*, 7 août 2023).

Les victimes de violences faites aux femmes ne reçoivent pas une aide complète en raison de graves lacunes institutionnelles et de ressources insuffisantes. Selon l'ONG ACAPS, citée par le MFA, les victimes de violences faites aux femmes ne reçoivent pas une assistance appropriée de la part des autorités et il n'y a pas de prise en charge complète de ces victimes. Parmi les lacunes de cette assistance, le MFA cite le fait que les travailleurs sociaux ne sont pas suffisamment formés, que le taux de rotation du personnel qualifié est élevé, que la coordination entre les agences fait défaut et que les installations, les équipements et les soins et services sont insuffisants. Cela concerne l'aide juridique, psychologique, l'aide à l'hébergement et les soins médicaux (MFA, juin 2024). Selon l'ONG *The Advocates for Human Rights*, qui fait référence aux observations finales du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, en Colombie, un grand nombre de femmes victimes de violences,

notamment domestiques, ne disposent pas d'un accès rapide aux services de santé, aux centres d'accueil ou à des recours comme la réparation ou l'indemnisation (*The Advocates for Human Rights*, 7 août 2023). Pour USAID également, l'absence d'un système efficace de gestion des cas de violence basée sur le genre prive les survivantes de protection immédiate et de soutien pour leur rétablissement, ce qui réduit leurs chances d'obtenir justice. Il manque un dispositif de prise en charge offrant une assistance complète, telles que lignes d'urgence, refuges sûrs, soins psychologiques et médicaux, aide juridique et économique. Les institutions censées protéger les survivantes contribuent souvent à leur re-victimisation, ce qui accroît leur vulnérabilité et mine la confiance dans ces structures (USAID, avril 2024).

Les ONG et organisations de la société civile doivent souvent tenter de combler le vide laissé par l'État. Selon une source consultée par le MFA, le gouvernement n'est pas capable d'assurer la protection et l'assistance aux femmes victimes de violence domestique et ce sont souvent des ONG qui doivent combler le vide. Parmi ces ONG, le MFA cite *Ruta Pacífica de las Mujeres*, *Liga Internacional de Mujeres por la Paz y la Libertad* (LIMPAL Colombia) ou encore *Corporación de Apoyo a Comunidad Populares* (CODACOP). Celles-ci collaborent dans le cadre d'une initiative commune intitulée « Femmes qui influencent la paix » (*Mujeres que inciden en la paz*). Ces organisations ont toutefois des moyens et une présence limitée et ne sont pas présentes dans tous les départements du pays (MFA, juin 2024).

5.4 Ordonnance de protection

Les victimes de violence domestique peuvent demander au commissaire à la famille ou à un juge une ordonnance de protection assortie de mesures et sanctions, mais l'efficacité réelle de ce mécanisme reste incertaine. Selon *Laura C. Gamarra-Amaya et al.*, les victimes de violence domestique disposent d'un mécanisme supplémentaire de poursuites pénales, à savoir le commissaire à la famille. Les victimes peuvent solliciter auprès du commissaire à la famille du lieu des faits — ou, à défaut, auprès du juge civil municipal ou du juge *promiscuo*² — une ordonnance de protection destinée à faire cesser la violence, les mauvais traitements ou les agressions, ou à prévenir leur survenance lorsqu'ils sont imminents. En cas de violence domestique, la procédure établie par le ministère colombien de la Justice est la suivante : lorsqu'une victime de violence domestique se présente au poste de police, le commissaire à la famille ou l'équipe interdisciplinaire doit l'entendre et, si nécessaire, adopter immédiatement des mesures de protection provisoires. Après l'entretien, une ordonnance de protection est émise, décrivant les faits, les droits violés et les règles applicables. Les Maisons de justice, centres communautaires de règlement, décident de son octroi. Le non-respect de ces mesures entraîne des sanctions : amendes de 2 à 10 salaires minimums, convertibles en peine de prison en cas de non-paiement. Enfin, les Maisons de justice offrent aussi un accompagnement psychologique et des programmes de réinsertion, tant pour les victimes que pour les auteurs (*Laura C. Gamarra-Amaya et al.*, 6 juin 2023). Pour le MFA, la loi colombienne permet à une femmes victime de violence domestique de demander une ordonnance restrictive qui sera accordée par un juge. Toutefois, le MFA note qu'on ne se sait pas si cette mesure est efficace et si elle contribue réellement à la protection des femmes (MFA, juin 2024).

² Un magistrat colombien qui administre à la fois le droit civil et le droit pénal.

5.5 Refuges pour femmes

Refuges pour femmes en nombre insuffisant et localisés principalement dans les grandes villes. Le séjour n'est que temporaire. Selon le MFA, la loi 2215 de 2022 a permis la mise en place de refuges pour les femmes victimes de violence, ainsi que pour leurs enfants et autres personnes à charge. Ces refuges, financés par le système de santé colombien, sont principalement situés dans les grandes villes du pays. Toutefois, le nombre de places offerts par ces refuges est largement insuffisant et les victimes ne peuvent y séjourner que de manière temporaire. Les femmes qui vivent dans les zones, souvent rurales, où la présence de l'État est faible ou inexistante, sont celles qui ont le moins d'accès à la protection et l'assistance. Il arrive également que des victimes de violence domestique soient forcées de retourner auprès de leur conjoint, parce qu'elles n'étaient pas financièrement indépendantes (MFA, juin 2024).

La fermeture du refuge Casa de Refugio à Barranquilla en juin 2023 prive environ 400 femmes victimes de violence domestique d'un lieu sécurisé. Le journal *El Tiempo* rapporte qu'à Barranquilla et plus largement dans le département Atlántico, la situation des femmes victimes de violence est critique, notamment en raison de la fermeture du refuge pour les victimes de violence domestique *Casa de Refugio* qui a fermé des portes le 30 juin 2023. Selon la conseillère municipale Heidy Barrera, interrogée par le journal, dans un contexte d'augmentation du nombre de femmes victimes de violence domestique, la fermeture de ce refuge augmente les risques de féminicide. Ce sont près de 400 femmes qui sont maintenant dépourvues d'un endroit où elles pouvaient se mettre à l'abri. En effet, la *Casa de Refugio* accueillait des femmes victimes de violence domestique qui craignaient que la proximité de leur agresseur ne mette leur vie en danger (*El Tiempo*, 23 janvier 2023).

6 Sources

ABC Group, 26 novembre 2024:

« *Barriers to Reporting to State Institutions*

Whilst Colombian laws in favour of women are progressive, in the case of rape, adequate protocols are either not in place, or where they do exist, are not applied. Sexual and gender-based violence (SGBV) is severely underreported. When it is reported, women and girls complain of prejudice and discrimination by public officials, insinuations and unreasonable questioning of their behaviour, which results in re-victimisation and impunity. There is also a substantial risk of information on the rape being divulged, either because the police and other authorities are in collusion with the perpetrator, particularly if they are an armed actor, or simply due to a lack of professionalism.

Social stigma, fear of reprisals, and in the case of migrant women, lack of documentation, further exacerbates the situation. Women living in remote communities encounter barriers of cost, in terms of travelling to report the crime, provide forensic evidence and access health services. The lack of a central database is also a deterrent to reporting, as women are re-victimised by having to repeat their ordeal to each State department they access. Women questioned what reporting would achieve, given the high levels of

impunity, re-victimisation and lack of action by state institutions. They therefore preferred to remain silent, rather than risk retaliation in the form of threats, harassment, and attacks, or, to avoid this, being forced to leave their community.

Due to there being no official or unified records of SGBV and insufficient coordination in terms of identification and classification of crimes and collation of relevant data, some Indigenous communities and CSOs have established their own observatories or undertaken surveys to collate data on SGBV against women, children and LGBTQI+ persons. This data is slowly revealing the prevalence of these crimes. One survey undertaken by a range of women CSOs found that SGBV was increasing, having risen from 149 people per day between 2000 and 2009 to 400 between 2010-2015, the majority of which had not been reported. [...]

*Colombia's National Development Plan 2022-2026 (article 342) declared a national emergency due to gender-based violence and recognised the urgent need to address and overcome the aggravated violence committed against women. **The Colombian government's representative at the conference highlighted that the development of a unified database was in progress – the National System for Registration, Attention, Follow-up and Monitoring of Gender-Based Violence, a centralised technological platform to collate, action and monitor all cases of SGBV that enter the Justice System, from the Prosecutor's Office, Medicina Legal (forensic medicine), the health sector, Police and others. Under this National Monitoring System, women would only need to report the details of the crime to one institution which would then document and make available the information needed to all the others. This centralised system started in November 2023.*** » Source: ABC Group, Colombia: Violence Against Women, Girls and the LGBTQI+ Community – Its Causes and Consequences, 26 novembre 2024, p.10-12 : https://reliefweb.int/attachments/a27e6743-ebe5-4182-8503-6633e40188cb/Colombia-Violence-Against-Women-Girls-and-the-LGBTQI-Community_FINAL.pdf

BAMF, 31 décembre 2024:

« Increase in reported cases of domestic violence in 2024

According to the Ministry of Defence, more than 63,500 cases of domestic violence were reported in Colombia between January and May 2024, which is the highest figure since surveys began and an increase of around 35% against the same period last year. »

Source: BAMF - Federal Office for Migration and Refugees (Germany): Briefing Notes Summary, 31 décembre 2024 : https://www.ecoi.net/en/file/local/2120361/COL_July-December2024_en.pdf

Colombia 1, 27 novembre 2024:

« Colombia has adopted an express divorce law aimed at streamlining the divorce process. The law was approved yesterday by Colombia's Lower House with 89 votes in favor and 11 against. Under the new law, married individuals in Colombia will be able to divorce unilaterally, meaning without the consent of their spouse.

Colombia's express divorce law seeks to protect women from domestic violence

The express divorce law is designed to make it easier for spouses in complicated or even violent marital situations to dissolve their marriages. The legislation was introduced by

Katherine Miranda, a representative from the Alianza Verde party, which is part of the governing coalition.

"Forcing a person to remain married against their will violates essential principles like the free development of personality and human dignity, as recognized by the Constitutional Court," Miranda said. "This bill eliminates the concept of 'fault' in divorce, advancing legislation that respects individual autonomy and freedom of choice."

Miranda stressed that the motivation behind the law was to protect women victims of conjugal abuse. "This bill is in favor of us women, who in many cases have had to endure torturous and extremely costly divorce processes. For many, it has cost them their lives," she declared.

"Waiting two years of separation before a divorce can proceed, in countless cases, has resulted in episodes of domestic violence and femicides," argued Miranda.

She added that the express divorce law will help break the "cycle of violence and femicides, because men, by maintaining the marital bond, often believe they own their wives."

Redefining grounds for divorce

With the new law, the Colombian Civil Code will now include a new clause for divorce, allowing a person to end their marriage simply because they no longer wish to continue it. Cause No. 10, "The sole will of either spouse," is added to Article 154 of the Civil Code. [...] » Source: Colombia 1, Colombia Adopts Express Divorce Law to Protect Women from Domestic Violence, 27 novembre 2024: <https://colombiaone.com/2024/11/27/colombia-express-divorce/>

Colombia Diversa, juin 2021:

« One of the greatest issues surrounding cases of family aggression is that many victims don't report the domestic violence. This happens because for many the consequences of reporting this type of violence means the loss of support networks and lack of protection, as well as being subjected to discriminatory environments. Additionally, the Family Police Stations, which are the entities in charge of receiving these cases, often do not have adequate infrastructure, complete equipment or knowledge and awareness of gender-based violence. Finally, it was revealed that protection measures against this violence are ineffective for LGBT people, even more so when the intra-family violence comes directly from the family group. » » Source: Colombia Diversa, "Nothing to Celebrate", juin 2021 : <https://colombiadiversa.org/c-diversa/wp-content/uploads/2021/08/Nothing-to-Celebrate-Colombia-Diversa-2020-report-ENG-2.pdf>

Dutch MFA, juin 2024:

« 3.7.6 Women

3.7.6.1 Legislation to protect against sexual and domestic violence

Law 1257 of 2008 or the Women's Right to a Life Free of Violence Act is one of the most important initiatives setting standards for awareness, prevention and punishment for various forms of violence and discrimination against women, in both the domestic and

the public sphere.⁴⁴⁶ Another important women's protection statute is Law 1761 of 2015 or the Rosa Elvira Cely Act, which classifies femicide as a crime in and of itself. Femicide is a hate crime, in which a woman is killed because she is a woman. Law 1719 of 2014 provides victims of sexual violence, especially in the context of armed conflict, with access to justice and guarantees a range of other measures. In June 2022, the Colombian parliament passed Law 2215, which implemented shelters as a protection measure for female victims of violence (in all its forms), as well as for their children and dependents.

3.7.6.2 Possibility of filing a report and obtaining protection

Women have the possibility of reporting sexual (or other forms of) violence. According to figures from Colombian authorities, there was an alarming increase in cases of domestic violence and sexual crimes in Colombia in 2023. With 109,674 reported cases of domestic violence, 71% of which involved assaults against women, an average of 213 women were assaulted each day in the country. The National Institute of Health (INS: Instituto Nacional de Salud) wrote that there were 159,899 cases of alleged gender and domestic violence in 2023: an increase of 17% compared to the previous year. The National Police recorded 23,366 victims of these violations for 2023, with a greater share of sexual acts with minors under 14 years of age, which accounted for 39% of the total.

3.7.6.3 Protection in practice

In practice, the number of people experiencing gender-based and domestic violence was much higher than the number of reports suggests. Many women do not report crimes for fear of reprisals from the perpetrator or because they are (financially) dependent on the perpetrator. According to the International Committee of the Red Cross, in most cases, sexual violence was not reported for fear of being victimised again or because of feelings of guilt or shame. Based on random surveys, the news channel Cambio reported that 13% of women older than 18 years of age in Bogotá said that they had been victims of violence between 2020 and 2021. This purportedly involved about 400,000 women, whereas the police received only 53,000 reports for that period.⁴⁵⁰ According to a press article, Colombian authorities recorded a 50% increase in recorded cases of family violence, including femicide and sexual violence. Between January and April 2024, 48,816 incidents were recorded, as compared to 32, in the same period the year before. The NGO ACAPS identified the following barriers to reporting gender-based violence: normalisation of violence within Colombian society; insufficient knowledge about reporting mechanisms; the presence of armed groups that (amongst other things) hinder victims' freedom of movement; discrimination against the LGBTIQ+ community; lack of trust in government agencies; and economic dependence on perpetrators.

Several sources, both public and confidential, agreed that impunity for violent crimes against women is very high. Without providing further details, the Fiscalía mentioned that 40% of all known sexual offences and 60% of all cases of domestic violence between 2020 and 2023 had been resolved.⁴⁵³ In this regard, it is important to note that, according to several sources, impunity for violence against women is much higher than the Fiscalía figures suggest. A confidential source stated that 96% of all violent crimes against women go unpunished. More specifically, 15% of all investigations into killings of women in 2022 purportedly led to the criminal prosecution of the perpetrator.

According to the NGO ACAPS, there were significant gaps in primary care for victims of gender-based sexual (or other forms of) violence. For example, there is no

comprehensive system of care for victims; care workers are inadequately trained and there is a high turnover of trained staff; and coordination between agencies is lacking, as are facilities, equipment and adequate care and services for the various impacts on victims (e.g. legal help, psychosocial help, shelter, medical care).

3.7.6.1, shelters were created by law in 2022 for the protection of women who were victims of violence in all its forms and types, as well as for their children and dependents. A confidential source noted that these shelters are located primarily in the larger cities. These shelters are paid for by the Colombian government healthcare system. The number of places in the shelters was minimal, and accommodation in them is of a temporary character. According to this source, two million women and children were living in vulnerable environments in 2022. The Colombian care system was not prepared for this. For women living in areas where there was little or no state presence, access to protection was also minimal. It is not known whether the number of shelters increased during the current reporting period.

3.7.6.4 Protection in case of a spouse as perpetrator

In cases where the perpetrator of violence against a woman is the husband, it is important to get the woman as far away from the perpetrator environment as possible. According to a confidential source, this was also the intention of the shelters. There were instances of victims of domestic violence returning to their spouses anyway, for example because they were not financially independent.

3.7.6.5 Relocation for women to escape violence

Women seeking to escape violence through relocation often face greater obstacles than men seeking to escape violence through relocation. Women often have dependent children with them, and they are also often financially dependent on their husbands. In many cases, the husband (i.e. the perpetrator of domestic violence) is the reason for relocation.

3.7.6.6 Possibility and effectiveness of restraining orders

Under Colombian law, it is possible to apply for a restraining order. Such orders are usually issued by a judge. The extent to which these restraining orders are imposed, effective and contribute to the protection of women remained unclear.

3.7.6.7 Other social initiatives providing protection for women According to a confidential source, the government is not sufficiently able to provide protection for female victims of domestic violence. For this reason, they must rely on NGOs, such as Ruta Pacífica de las Mujeres, Liga Internacional de Mujeres por la Paz y la Libertad (LIMPAL Colombia) and Corporación de Apoyo a Comunidad Populares (CODACOP). These organisations are working together in a joint initiative known as Women Influencing Peace (Mujeres que inciden en la paz). These organisations do not have national coverage, however, and they are not represented in all departments. [...] » Source: Netherlands Ministry of Foreign Affairs (MFA), General Country of Origin Information Report on Colombia, juin 2024, p.81-84: [https://www.ecoi.net/en/file/local/2118767/General%20Country%20of%20Origin%20Information%20Report%20on%20Colombia%20\(June%202024\).pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2118767/General%20Country%20of%20Origin%20Information%20Report%20on%20Colombia%20(June%202024).pdf)

El Tiempo, 28 août 2025:

« La lucha contra la violencia de género en Barranquilla y su área metropolitana ha encontrado un aliado visible en las Patrullas Púrpura, una estrategia de la Policía Nacional que, lejos de limitarse a operativos, ha logrado conectar con más de 16.000 ciudadanos en lo que va del año. ¿El enfoque? Prevención, atención integral y judicialización.

Una estrategia que se mueve en las calles

Desde enero, los uniformados han realizado 723 campañas comunitarias en barrios, parques, colegios y centros comerciales. Todo esto con el objetivo claro de fomentar la denuncia y desmontar el silencio que suele rodear los casos de violencia contra mujeres, niñas y familias. La cifra de casos atendidos —650 en total— refleja una comunidad que empieza a confiar de a poco en las rutas institucionales.

Los testimonios recogidos por los patrulleros han permitido activar mecanismos de protección, orientar a víctimas y, en algunos casos, iniciar procesos judiciales. La articulación con otras entidades del Estado también ha sido clave para que la atención no se quede en el primer contacto.

En el plano operativo, también hay resultados al respecto. Durante 2025, la Policía ha capturado a 2 personas por feminicidio, 52 por delitos sexuales y 210 por violencia intrafamiliar. Las cifras, aunque preocupantes, representan una respuesta activa ante las denuncias y una voluntad institucional de no dejar los casos en el limbo. [...]

Una violencia que no cede: el panorama nacional

El contexto nacional no es alentador. Según cifras del Observatorio de Feminicidios en Colombia, entre enero y julio de 2025 se han registrado al menos 412 feminicidios en el país, un promedio de casi dos mujeres asesinadas cada día. A esto se suman miles de casos de violencia intrafamiliar y delitos sexuales que, en muchos casos, no llegan a ser denunciados.

En departamentos como Atlántico, Antioquia, Valle del Cauca y Bogotá, los reportes de agresiones contra mujeres siguen en aumento, pese a las campañas institucionales. Organizaciones sociales han advertido que las cifras reales podrían ser mucho más altas, debido al subregistro y al miedo de las víctimas a represalias o revictimización. » Source: El Tiempo, Más de 16 mil personas impactadas por la Patrulla Púrpura en Barranquilla y su área metropolitana: una estrategia contra la violencia de género, 28 août 2025 : <https://www.el-tiempo.com/colombia/barranquilla/mas-de-16-mil-personas-impactadas-por-la-patrulla-pur-pura-en-barranquilla-y-su-area-metropolitana-una-estrategia-contra-la-violencia-de-genero-3485509>

El Tiempo, 23 janvier 2024:

« Es crítica la situación actual de las mujeres en Barranquilla y Atlántico. A los hechos violentos que involucran al género se suma el cierre de la Casa Refugio para las víctimas de violencia intrafamiliar.

Esto último fue denunciado este martes 23 de enero por la concejal Heidy Barrera, quien señaló que el proyecto dejó de funcionar desde el pasado 30 de junio de 2023, tras el vencimiento del contrato con el operador.

Barranquilla hoy tiene una tasa incrementada de mujeres víctimas de maltrato intrafamiliar.

“Actualmente, Barranquilla no tiene un convenio con Casa de Refugio, van siete meses sin operación de Casa Refugio. Adicional a eso, Barranquilla hoy tiene una tasa incrementada de mujeres víctimas de maltrato intrafamiliar y están en riesgo latente de ser víctimas de feminicidio”, dijo Barrera a EL TIEMPO.

Se estima que más de 400 mujeres encontraron hasta el primer semestre del año pasado un espacio donde pudieron ponerse a salvo. Desde entonces, quedaron a la deriva tras la culminación del servicio.

En la Casa Refugio, eran atendidas ciudadanas víctimas de violencia intrafamiliar y que temían que la cercanía con su agresor significara poner en peligro la vida misma, por lo que la concejal pidió con “urgencia” al Distrito la reapertura de este apoyo.

Los casos en lo que va de 2024

Asimismo, solicitó poner en funcionamiento nuevos proyectos de este tipo en otros sectores de la capital del Atlántico, teniendo en cuenta que Barranquilla cuenta con cinco localidades.

“Son mujeres que no tienen para dónde coger, ya sea porque no cuentan con un familiar, porque no cuentan incluso con los medios económicos. La norma establece que una vez se presenta el maltrato intrafamiliar dentro de la vivienda, la mujer debe ser asistida en una Casa Refugio, porque no puede vivir en el mismo lugar del agresor”, explica Barrera.

La preocupación aumenta tanto en la ciudad como en el resto del Atlántico, si se tiene en cuenta que, a corte del 21 de enero, se registran seis mujeres asesinadas en el departamento en 2024. [...] » Source: El Tiempo, Preocupación en Barranquilla por el cierre de la Casa Refugio para mujeres violentadas, 23 janvier 2024 : <https://www.eltiempo.com/colombia/barranquilla/barranquilla-cierre-de-casa-refugio-por-violencia-intrafamiliar-847520>

Freedom House, 2025:

« The National Police reported 134,600 domestic violence cases in 2024. The Ombudsman’s Office reported 745 femicides between January and October 2024. » Source: Freedom House: Freedom in the World 2025 - Colombia, 2025 : <https://www.ecoi.net/en/document/2123528.html>

Laura C. Gamarra-Amaya et al., 6 juin 2023:

« In Colombia, domestic violence is a crime under Art. 229 of the Criminal Code: “Anyone who physically or psychologically mistreats any member of their family nucleus will be imprisoned for four (4) to eight (8) years if the conduct does not constitute a crime punishable by a major penalty.” It is a subsidiary crime, that is, one that “can only be applied if the conduct is not subsumed into another that more severely punishes the transgression of the same legal right” (Sentencia 12820 de 2000, p. 12). In this regard, the Supreme

Court of Justice has said that it is a criminal type that refers to general crimes against life, personal integrity, personal autonomy and freedom, integrity, and sexual formation. Likewise, the Court affirms that, although the behaviors of sexual abuse are typified differently, they also entail a physical and psychological affectation, which can be punishable within the specific type of Intrafamily Violence (C-674-05 de 2005).

Art. 229 of the CCC is developed thoroughly in Law 1959/2019, known as the Intrafamily Violence Act. This law was designed to prevent, punish, and eradicate intrafamily violence in all forms and establishes the rights of victims, protection measures, and sanctions for aggressors (L. 1959 de 2019).

Some of its highlights include:

Broad definition of intrafamily violence: Art. 1 of Law 1959 defines intrafamily violence as any action or omission that causes physical, psychological, or sexual harm, as well as any form of mistreatment, abuse, threat, coercion, or deprivation of liberty that occurs between members of a family, regardless of marital status.

Rights of victims: The legislation establishes the rights of victims of domestic violence, including the right to life, physical integrity, health, security, personal liberty, and privacy, among others. The right to receive assistance and comprehensive care from the state is also recognized.

Protection measures: The law contemplates various protection measures for victims, including restraining orders, prohibitions on approaching, police protection measures, and housing assignments. These measures aim to guarantee the safety and protection of the victims and prevent the repetition of violence.

Reporting and prosecution: Any person can report domestic violence, whether it is the direct victim, a family member, a witness, or a professional who detects signs of violence. The law also establishes the duty of the authorities to investigate and punish cases of domestic violence, as well as help and support the victims.

Sanctions: The legislation contemplates sanctions for the aggressors, including protection measures, restraining orders, arrests, fines, and even deprivation of liberty. The obligation of the aggressors to receive treatment and participate in rehabilitation programs is also established. [...]

Under Colombian law, stalking and sexual violence are criminal offenses that are addressed in various articles of the CCC. Here is an overview of the relevant provisions:

Stalking (acoso): Stalking is covered under Art. 134B of the CCC. Stalking is the repeated and unwanted pursuit, surveillance, monitoring, or harassment of a person through various means, causing fear, distress, or interference in their privacy, freedom, or integrity. It can involve physical presence, electronic communication, or any other contact form. Stalking is a crime punishable by imprisonment for twelve to thirty-six months, and the penalty may be increased if aggravating circumstances are present.

Sexual violence (violencia sexual): Sexual violence encompasses a range of criminal acts, including sexual assault, rape, and other forms of sexual abuse. The CCC addresses these offenses in several articles:

Sexual abuse (abuso sexual): Art. 208 defines sexual abuse as any non-consensual sexual act or contact involving physical or psychological violence, coercion, or abuse of authority. It includes acts such as unwanted touching, fondling, or other forms of sexual contact. The penalties for sexual abuse range from four to 12 years of imprisonment.

Rape (violación): Art. 210 deals with the offense of rape, which involves sexual penetration, against the will of the victim, through violence, threat, intimidation, or taking advantage of the victim's incapacity to resist. Rape is punishable by imprisonment for a term of 12 to 30 years.

Aggravated sexual violence (violencia sexual agravada): Art. 211 addresses aggravated sexual violence, which includes rape committed by multiple individuals, rape resulting in the victim's death, or rape involving particularly cruel or degrading circumstances. The penalties for aggravated sexual violence range from 16 to 50 years of imprisonment. [...]

*The Constitution guarantees the right to due process in all criminal proceedings in Colombia. Those related to domestic violence have an added level of complexity since, in many cases, the victims and the perpetrators live under the same roof. However, there is a legal duty to protect the victims' rights, enshrined in several legal instruments. First, Art. 16 of Law 360/1997 established a Special Prosecutor's Office dedicated solely to investigating sexual crimes (L. 360 de 1997). Secondly, Law 1257/2008 adopts norms to guarantee a life free of violence for women. **Out of the different types of violence against women that this law outlines, there is an emphasis on domestic violence of a gendered nature, that is, violence committed by a victim's partner or ex-partner. Victims have the right to receive comprehensive care, including medical and psychological care, the right to counsel and legal advice, the right to legal and injunctive relief, the right to protection mechanisms, and the right to immediate protection (Parra-Barrera et al., 2021).***

It is worth emphasizing throughout this paper that domestic violence is a crime of a heinous nature because it affects those who, in many cases, are unaware of the protection mechanisms set up by the legal apparatus. In some cases, criminal prosecution may go along with a civil action to recover monetary damages incurred by the victim. In recent years, the Colombian Constitutional Court has openly acknowledged the possibility that in family court proceedings where issues of gender violence are aired, the victim may be compensated to guarantee the fundamental right of women to live free of violence and to be fully repaired (Rueda, 2020).

In decision SU-080 of 2020, the Constitutional Court awarded damages to the plaintiff in a divorce proceeding because she had suffered several instances of domestic violence by her ex-husband. This is groundbreaking, not because the plaintiff received funds, but because this is the first time such financial compensation comes as a result of reparations for domestic violence and not on the grounds of necessity (JEP, 2020). The Court recognized the lack of protection of the right to comprehensive reparation for women victims of domestic violence within divorce proceedings or cessation of civil effects.

This is because, in these proceedings, there is no suitable mechanism to repair the damage caused by domestic violence. [...]

Before 2012, the crime of domestic violence in Colombia required a prior complaint. Law 1542/2012 (L. 1542 de 2012), which reformed Art. 74 of Law 906/2004, excluded domestic violence from the crimes requiring a complaint to initiate criminal action. Thus, since a complaint is no longer necessary, there is no need for conciliation or mediation as a procedural requirement for exercising criminal action. It is already considered a crime since it threatens the preservation of the family unit and the family as the essential nucleus of society. Some authors have noted that there should not be a total abandonment of alternative dispute mechanisms in matters of domestic violence since, in many cases, this is not a recurring problem and may simply have corresponded to an isolated situation (Rendon et al., 2019). This opinion, while partially valid, does not acknowledge the wide range of harmful physical, psychological, and mental effects caused by even a single occurrence of domestic violence (Tauchen et al., 1985) and the grounds why countries across the world are improving the rate of prosecution for the crime of domestic violence. [...]

*In Colombia, family structures are of utmost importance; therefore, the State apparatus works to preserve them. The 1991 Constitution recognizes the existence of nuclear two- parent families and single-parent and extended families. Since the legal recognition of single-sex marriages, the legal definition of family also includes those who fall outside the heteronormative standard for Colombia (Mazuera Ayala et al., 2021). Therefore, **victims of domestic violence have an additional mechanism for criminal prosecution, which is the family commissary.** It is important to note that these instances are not mutually exclusive; according to Law 575/2000.*

Anyone who, within their family context, is a victim of physical or mental harm, threat, injury, offense, or any other form of aggression by another member of the family group may request, without prejudice to the criminal complaints that may arise, the Family Commissary of the place where the events occurred and in his absence the Municipal Civil Judge or municipal promiscuous judge, a protective order that puts an end to the violence, mistreatment or aggression or prevents it from taking place when it is imminent (ICBF, n.d.).

The Colombian Ministry of Justice has set forth the following procedure in cases of domestic violence (L. 294 de 1996): Once a victim of Domestic Violence, to whom the aggressor has caused physical, mental, sexual or patrimonial damage, or offense, threat or injury, coercion or arbitrary deprivation of liberty shows up at the police station, the Family Commissary or the interdisciplinary team in charge, must carry out the corresponding interview. To do so, they must meet certain preconditions. In cases where the risk to the victim prevents them from being interviewed, the competent authority will proceed to adopt provisional protection measures. After interviewing the victim, an order of protection must be issued containing the description of the crime of domestic violence, the violated rights, the rules to be applied, and the procedure to be followed must be straightforward. Houses of Justice, local community outreach centers where people can exercise their rights, will decide whether or not to grant the order of protection. If they are not granted, the procedure could become a barrier to access to justice for the victims. The police stations refer the case to the Prosecutor's Office (Indaburu Pazzini & Sarmiento Moreno, 2020).

In cases in which the perpetrator does not comply with the protection measures that have been imposed, an incident of non-compliance with protection measures will be opened. After a hearing before at the police station, fines will be imposed ranging from 2 to 10 monthly minimum wages. This decision is transmitted to a judge, who will proceed to reject, admit, or modify it. After the decision, the offender will have five days to pay the fine (Indaburu Pazzini & Sarmiento Moreno, 2020). If they do not comply, the fine becomes prison time, meaning that each month of minimum wages the defendant owes will be converted into a day of prison. In addition, in the Houses of Justice, attention and psychological help are given to both the victims and the perpetrators, and the programs beneficial to them for resolving the conflict are developed jointly, that is, always involving both parties (Summers, 2012). [...]

In Colombia, systematicity is not a requirement for any gender-related or domestic violence crimes. The CCC and the various laws designed to protect women's rights make it clear that even a single offense can carry significant criminal consequences (Vargas Sandoval, 2020). However, upon closer inspection, it is found that several court decisions impose an undue burden on the victim, which amounts to an element of systematicity. In a case decided in March of 2023 in which a former supervisor was convicted of the crime of sexual harassment, the Supreme Court makes repeated statements regarding the systematic nature of the crime. » Source: Laura C. Gamarra-Amaya et al., Implementation of International Legal Frameworks to Combat Domestic Violence in Ukraine and Colombia, 6 juin 2023 : <https://www.redalyc.org/journal/5602/560279973012/html/>

Sandra M. Parra-Barrera et al., 15 avril 2021:

« 3.3. Obstacles for Women Victims of Sexual Violence at the Judicial Level in Colombia [...]

Despite the rights and procedural guarantees established in the regulatory norms in Colombia, women victims of sexual violence face obstacles. These obstacles are related to structural or normative aspects and/or factors related to prejudices and stereotypes given the lack of specialization in GBV and sexual violence by those who administer justice. For example, one of the obstacles is the length of time the judicial process lasts, and even though victims of sexual violence in relation to the armed conflict have the right to urgently receive preferential treatment. Another obstacle is the difficulties in practice for those who administer justice, for the registration in the single registry of victims and therefore the difficulty in the access to routes of attention, assistance, and protection on the part of professionals with training specific in sexual violence. In other words, victims of sexual violence have difficulties in providing health care with a gender perspective. Another obstacle is reducing the credibility of the victim by those who administer justice, thus producing secondary victimization. Finally, another major obstacle is the difficulty in obtaining guarantees of non-repetition.

The main obstacle is institutional violence at all stages from the very moment the victim files a complaint. Consequently, this occurs with secondary victimization, which takes place when the legal system and other public institutions pay insufficient or inadequate attention, which entails a new violation of victims' rights. At the judicial level there are several aspects associated with secondary victimization, some of which are: prolongation of the trial, lack of privacy and protection, lack of information about the process, professionals' subjectivity and/or lack of specialization, the classification of crimes and

the victim's credibility. In addition, the tutela judgments resolved by the Constitutional Court show that women victims of sexual violence are revictimized by the judicial system, and women's rights and procedural guarantees are violated by the system itself. One of the limitations in justice that is related to the aforementioned obstacles is related to sound criticism. Indeed, the Supreme Court conceives rules of sound criticism referring to logic, maxims of experience or rules of science. However, these rules do not clarify how to assess evidence, but they facilitate the presence of prejudices in sentences. » Source: Sandra M. Parra-Barrera et al., Protection against Sexual Violence in the Colombian Legal Framework: Obstacles and Consequences for Women Victims, 15 avril 2021 : <https://www.mdpi.com/1660-4601/18/8/4171>

The Advocates for Human Rights, 7 août 2023:

« For Colombia's women, the likelihood of experiencing violence at the hands of a partner or ex-partner remains high. Prevalence rates of intimate partner violence are some of the highest in the world. In 2022, Colombia's National Institute of Legal and Forensic Medicine reported 47,771 cases of domestic violence/intimate partner violence.

2. Colombia must take further steps to prevent and protect women from violence and potential femicide. Only in 2022, CSOs reported 619 femicides in the country.

3. Colombia's response to violence against women is highly dependent upon the institution of the Family Commissioners (Comisariías de Familia). The country has aimed to legally amend the high responsibilities the Family Commissioners endured with The Law 2126 of 2021. However, the Colombian Government must provide further resources and capacity to implement the structural changes placed by this norm, especially as some municipalities do not have enough resources to provide sufficient funding and personnel to the offices of Family Commissioners. II. Violence Against Women, Including Domestic Violence (Concluding Observations paragraph 45)

4. In its Concluding Observations, The Committee on Economic, Social and Cultural Rights ("The Committee") emphasized that many women who are victims of violence, including victims of domestic violence, do not have timely access to health services and shelters, or to remedies such as means of reparation and compensation. The Committee recommended that all cases of femicide and violence against women should be investigated and that the perpetrators should be held accountable. The Committee also recommended Colombia continue to work to prevent acts of violence against women. Finally, The Committee encouraged the Colombian government to produce information campaigns to raise public awareness and provide law enforcement officials and judges with the training necessary to understand violence against women and domestic violence.

5. In its State Report, Colombia stated, "Between 1 January 2016 and 31 December 2021, the Attorney General's Office recorded a total of 465,792 individual prosecutions for the crime of domestic violence. The total number of individual women victims was 343,669."

6. The Colombian legal system, including the Law 2126 of 2022, assigns to the Family Commissioner offices the mandate to provide "specialized and interdisciplinary care to prevent, protect, restore, repair and guarantee the rights of those who are at risk, are or

have been victims of gender-based violence in the family context [domestic violence] and/or victims of other violence in the family context.”

7. Colombia still endures violence against women and based on gender. Domestic violence still systemically impacts women in Colombia. According to governmental data by Colombia's National Institute of Legal and Forensic Medicine, in 2022, 47,771 domestic violence cases were reported. The number of cases increased by 7,713 cases compared to 2021.

8. Through its Ministry of Health and Social Protection, the Colombian Government has implemented the Integrated Information System on Gender-Based Violence (Sistema Integrado de Información de Violencias de Género-SIVIGE). In 2021, SIVIGE reported 58,614 cases of physical violence, 27,585 cases of sexual violence, and 10,021 cases of psychological violence. Regarding gender-based violence, The National Ombudsman Office (Defensoria del Pueblo) in 2021 provided assistance in “3,646 cases of genderbased violence, that is, ten cases of this phenomenon per day. Most of these cases were psychological violence with 2,451 cases recorded. Physical violence follows in numbers with 1,597 cases. Records present economic violence with 1,001 reported cases, sexual violence with 693 reported cases and patrimonial violence with 678 reported cases. On several occasions, the reporting women were victims of various types of gender-based violence.”

9. Regarding the crime of femicide, NGOs like the Observatorio Femicidios Colombia report that, in 2022, at least 619 femicides were committed in the country. The Observatorio Femicidios Colombia stated that in the last five years, 3111 cases of femicide have been reported in the country. At least 35% of femicides were committed in rural areas compared to 65% in urban areas. In this matter, local news outlets have observed that in Colombia, “a woman is murdered every eight hours, and eight women are victims of domestic or sexual violence by the hour.”

10. The data presented above demonstrates that Colombia must undertake further measures to prevent and alleviate violence against women and gender-based violence, as it continues to be present in the lives of many women in the country. Further, the Colombian Government needs to take deeper steps to dismantle the systemic discrimination against women and provide safe and accessible spaces to women and girls in the country.

Access to Justice, and the Right to an Effective Remedy

11. In its Concluding Observations, The Committee recommended that access to justice for women who are victims of violence should be improved. The Committee emphasized on the means of achieving reparation and compensation as well as timely access to shelters where victims can receive immediate physical protection, legal advice, and mental health resources should be strengthened.

12. The Colombian government highlighted the Law 1959 of 2019 in its State Report. This Act prescribes the penalties for domestic violence offenses. The Act instructs that “any person who subjects a family member to physical or psychological abuse shall, provided that the conduct does not constitute an offence punishable by a heavier penalty, be sentenced to 4 to 8 years’ imprisonment.” The State Report also pointed out Act No. 2126 of 2021, which was created to alleviate Family Commissioner offices' excessive and disparate workload. By doing so, the State affirmed these offices can now focus on preventing

domestic violence and providing protection, care, and guarantees of nonrepetition to victims. Moreover, from 2020 to 2022, The State reported that the Family Commissioner Office administered technical support for its programs and services by working to prevent domestic violence and sexual violence.

13. Colombia has implemented multiple legislative measures to enhance the prevention and protection system for victims of domestic violence, such as Law 2126 of 2021. With this law, Colombia has intended to address multiple systemic failures in its prevention and protection system. There are, however, shortcomings in legislation and policy implementation on the prevention, protection and access to justice for women enduring gender-based violence and violence against women. The Family Commissioner offices lack the budget and technical resources to fulfill their mandate regarding gender-based violence and violence against women.

14. The Law 2126 of 2021 developed a new structure and mandates for the Family Commissioner, the institution in charge of preventing violence against women and gender violence and protecting the victims of such. This Law established that municipal (local) administrations should structure and provide the required professionals to the Family Commissioners Offices.

15. The Office of the Delegated Attorney General for the Defense of the Rights of Children, Adolescents, the Family and Women (Procuraduría delegada para la Defensa de los Derechos de la Infancia, la Adolescencia, la Familia y la Mujer) reported that only 52% of 668 Family Commissioners offices have a completed team of professionals to support victims of domestic violence, and only 40% count with spaces to provide intimate spaces to victims. According to testimonies collected by national media, many victims are reluctant to request institutional support from the Family Commissioners Offices due to the lack of privacy due to the deficiency of installations.

16. In this same matter, the organization SISMA Mujer has reported that Family Commissioner offices have “roofs [that] have partially collapsed and continue to collapse, as well [as] Family Commissioner offices with humidity in the walls and with parts of the Floors affected.” Most of these offices are placed in rural zones outside of the country capital Bogotá, in municipalities like San Martín, Cubarral and Puerto López in Meta. In their report, SISMA Mujer also observed that the Family Commissioner offices “have great limitations and needs regarding equipment and technological tools. They do not have sufficient availability of the main tools they need for their work, which are computers and printers, and in the cases where they do exist, they are usually in fair or poor condition.”

17. In the case of implementing the protection order for women experiencing violence, under the Law 1258 of 2008, practitioners have found that women are impacted by a lack of personnel in the Family Commissioner offices compared to the number of requests that the offices receive. Studies also identified the lack of permanent personnel with training on gender as a barrier to providing effective protection to women victims of domestic violence/ intimate partner violence. The current legal framework restricts women’s access to justice and protection regarding gender-based violence and violence against women.

18. **The Law 2126 of 2021 continues the restriction of giving the mandate to the Family Commissioner offices to protect women under a “family-focused” lens.** The Law 2126 establishes potential perpetrators of domestic violence as the former or current husbands, domestic partners; co-parents of their children; and “persons with whom the victim has maintained a romantic relation, whether cohabitation or not, of a **permanent nature**, characterized by a clear and unequivocal vocation of stability,” among others. **This last highlighted category imposes potential discriminatory requisites to women to obtain institutional support, access to justice, and remedy, as it establishes additional characteristics to the relationship: “the permanent nature and the clear and unequivocal vocation of stability” and leaves on the margin and unprotected women who suffered violence from other kinds of romantic partners, such as boyfriends and girlfriends.** This understanding is also enshrined in the Colombian Criminal Code in its article 229 and by the interpretation of the Supreme Court of Justice of the country.

19. **CSOs have described the Colombia legal system as having “victims of first and second category,” explaining that “there is no crime of ‘violence against women’, so the criminal treatment of a case when people are married, live together or have children is different from the treatment of attacks by a boyfriend on his girlfriend, for example. This is because the first case can be reported for domestic violence, but in the second, only for personal injury, in which the penalty (when achieved) will depend on the disability that generates the blow and, in addition, it is a reconcilable offense, subject of claim withdraw, and that is not investigated ex officio.”**

20. Likewise, despite the implementation of the legal framework that advances the protection of women, such as the Law 1257 of 2008 and the Law 2126 of 2021, the Colombian Government must implement further actions to prevent domestic violence and violence against women and to provide protection, justice, and remedy to victims. According to civil society organizations, the Colombian Government is currently implementing at least thirty three laws that aim to prevent and protect women from violence.

21. The barriers women endure while accessing justice because of the lack of gender lens in the analysis of family matters was noted by the Constitutional Court on the judgment T-028-23 (2023). The Court observed that all judges in the country must incorporate a gender lens into the case under their revision and acknowledge the systemic discrimination women endure as a marginalized group. The Constitutional Court ruled that the “Superior Council of the Judiciary [Consejo Superior de la Judicatura] must require mandatory attendance of all family jurisdiction judges in the country to the gender training offered by the Rodrigo Lara Bonilla Judicial School and the Gender Commission of the Judicial Branch.”

Femicides and Access to justice and Reparation

22. **Regarding femicides, reported cases could be and are higher, as in many cases, families of the victims have denounced that judicial authorities fail to investigate crimes against women as femicides. Instead, judicial authorities categorize femicides as suicides, ignoring the voices and perspectives of the families of the victims. In many of these cases, justice is delayed or, more often, forever denied.** » Source: The Advocates for Human Rights, CESCR: Colombia’s Compliance with the International Covenant on Economic, Social, and Cultural Rights; Suggested List of Issues Relating to the Gender-based Violence; Submitted by The Advocates for Human Rights, a non-governmental organization in

special consultative status; 73rd Session of the Committee on Economic, Social, and Cultural Rights (Pre-Sessional Working Group); 16 October 2023–20 October 2023, 7 August 2023 : https://www.theadvocatesforhumanrights.org/Res/AHR%20Colombia_CESCR_GBV_FV.pdf

The Bogota Post, 2 décembre 2024:

« New data shows that femicides in Colombia have reached their highest level in seven years.

The Colombian Observatory of Femicides (OFC), an NGO tracking violence against women, registered 745 gender-motivated murders of women across the country from January to October 31 this year.

Following this grim announcement, The Bogotá Post spoke with civil society experts to find out what the numbers really mean and what solutions might exist to Colombia's femicide problem.

Have femicides really increased?

The short answer is – we do not really know.

María de los Ángeles Vega Delgado, Director of Justicia Para Todas (JPT), an organization that offers legal representation to victims of femicide, cast doubt on the OFC's figures.

"It's important to highlight that in Colombia, official data on femicides does not exist," said Vega Delgado.

She asserted that a lack of reliable statistics provided by the government "impedes a detailed and rigorous analysis of the situation."

Lina Buchely, Director of the Observatory for the Equity of Women (OEM), a think tank that focuses on women's rights and public policy in Colombia, also questioned the figures.

She explains that statistics about femicides do not necessarily reflect the scale of violence against women.

"There's a common argument in interpretations of femicide that says that... [they] have not increased but that we have instead learned to recognise them better," said Buchely.

According to her, the higher numbers are likely the product of greater awareness.

"The reality is that we have learned to recognize [femicides] better, because women have always been murdered," she explained.

Buchely suggests that many killings escape official statistics or are inadequately categorized, meaning that the figure of 745 cases is likely much lower than the real number.

"We're at a juncture where we recognize femicide better but we must also use this recognition to sound the alarm," added Buchely.

What are the main causes of femicides in Colombia?

Given the high levels of femicide in Colombia, it is important to understand the underlying causes.

Buchely explains that economic conditions are an important factor.

She describes a correlation between financial hardship and domestic violence brought on by a breakdown in traditional family roles, as women must work to provide for their families.

"Women's departure into the workforce, even if it's informal, has always led to retaliation," said Buchely.

But she also stressed that it is too complex to provide simple explanations of violence on a national scale.

*Justicia Para Todas echoed this view, citing **the deep-rooted patriarchal norms in Colombian culture.** » » Source: The Bogota Post, As femicides reach 7-year-high in Colombia, experts offer solutions to gender violence, 2 décembre 2024 : <https://thebogatapost.com/as-femicides-reach-7-year-high-in-colombia-experts-offer-solutions-to-gender-violence/53158/amp/>*

USAID, avril 2024 :

« According to the Observatory of Femicides in Colombia, there were 1,881 femicide cases reported from 2019 to 2021. Among these, only 677 underwent criminal prosecution, resulting in 378 arrests and only 140 convictions. These statistics underscore a concerning level of impunity within a nation where, on average, at least one woman is assaulted every twelve minutes, and four women are murdered daily. [...]

The pervasive societal acceptance of inequitable gender norms and the lack of survivor-centered and trauma-informed training among law enforcement and judicial personnel exacerbate survivors' revictimization and premature, summary dismissal of GBV cases. Survivors often face further abuse and rights violations from authorities entrusted with their protection and recovery support, worsening institutional discrimination and socio-economic structural exclusion. The intersection of migration, GBV, and impunity highlights the urgent need for comprehensive policy interventions and survivor-centered support and accountability systems to address the complex challenges faced by displaced survivors in accessing protection, recovery support, and justice, whether through Indigenous justice processes or Colombia's judicial system. [...]

3.3.1 Existing protection services for diverse GBV survivors

Establishing a protection system for women GBV survivors responsive to the specific needs of internally displaced and cross-border displaced and migrant women requires an adequate and functioning GBV case management system. Currently in Colombia, the lack of an effective system leaves GBV survivors without immediate protection and support for recovery, consequently reducing their likelihood of pursuing legal recourse. A functioning post-GBV care system should provide 'wraparound' support, including helplines, safe

shelters, psychological, medical, legal assistance, and economic aid. It should also provide specialized services designed to uphold the rights and serve the unique needs of internally displaced and migrant survivors.

GBV protection services must be provided without retraumatizing and revictimizing survivors. Survivors described how law enforcement officers and personnel in health, legal, and judicial institutions, however, often revictimize and retraumatize them. This systemic failure heightens the vulnerability of survivors seeking protection and undermines the very institutions designed to safeguard their rights. [...]

3.3.2 Existing judicial services for diverse GBV survivors

Overall, study participants concurred that GBV survivors lack access to a judicial system that ensures a fair legal response, transparent and sufficient legal procedures, and essential support for survivors throughout the judicial process. For GBV survivors in general, and migrant and internally displaced survivors in particular, pursuing a legal process is fraught with risks related to legal status in Colombia, re-victimization, and discrimination, with officials frequently doubting, disregarding, or pressuring victims to recount and relive their traumatic experiences multiple times. This lack of empathy and comprehension exacerbates survivors' reluctance to pursue legal channels and fosters a culture of widespread impunity within the legal and judicial system. [...]

Interview participants described how, for GBV survivors, attaining justice through legal avenues hinges on various factors, such as the survivor's socio-economic status, gender, and displacement or migration status. Justice is not uniformly accessible to all women and legal provisions are not consistently enforced. Consequently, many survivors, especially migrants and the internally displaced, are dissuaded from seeking redress through local courts.

During interviews, GBV survivors recounted examples of women who tried to pursue their rights through legal means, only to encounter an indifferent response from government personnel. These women often faced disparagement and a pervasive lack of a survivor-centered, trauma-informed, strengths-based approach when seeking to report GBV or gain assistance from a government institution. Such an approach should treat all survivors with dignity, respect, empathy, and confidentiality and privacy. It should also recognize their right to agency, autonomy, and holistic recovery support throughout any judicial process. Below, a CSO service provider explains how, in their view, government service providers are not committed to delivering timely or survivor-centered GBV response. [...]

Study participants underscored the detrimental impacts of the mistreatment of women survivors within legal and judicial systems, which can become life threatening, especially for internally displaced or migrant women. Mistreatment of survivors acts as a deterrent against reporting GBV cases and seeking recourse through legal or judicial channels. This perpetuates a vicious cycle wherein reported cases receive either no response or inadequate attention within the legal system, allowing perpetrators to continue committing GBV with impunity. Impunity leaves survivors vulnerable to revenge killings and violent reprisals, rendering genuine reparation a daunting, if not impossible, pursuit. [...].

» Source: Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Gender-based violence impunity regional study : Colombia case study, avril 2024, p.i-ii, 27-30 :

<https://www.norc.org/content/dam/norc-org/pdf2024/gender-based-violence-colombia-case-study.pdf>

USDOS, 23 avril 2024:

« Rape and Domestic Violence: The law prohibited rape of women or men, including spousal rape. Rape by a spouse or a current or former cohabitant or co-parent was an aggravated offense that was treated under the law as a violent sexual assault. There were no laws specifically on “corrective rape.” The law provided for sentences ranging from eight to 30 years’ imprisonment for violent sexual assault. For acts of spousal sexual violence, the law mandated prison sentences of six months to two years.

Gender-based violence, as well as impunity for perpetrators, was a problem. The law required the government to immediately protect survivors of domestic violence from further physical or psychological abuse, but the law was not always enforced, particularly in rural areas.

Female Genital Mutilation/Cutting (FGM/C): The law prohibited FGM/C, but incidents were reported in several Indigenous communities. Two-thirds of women from the Embera community underwent FGM/C, according to the UN Population Fund. Local officials confirmed a high level of underreporting on a regional and national scale.

Other Forms of Gender-based Violence or Harassment: By law, femicide was punishable with penalties of 21 to 50 years in prison. The law augmented both imprisonment and fines if a crime caused “transitory or permanent physical disfigurement,” such as in the case of acid attacks, which had a penalty of up to 50 years in prison. The government did not always enforce the law effectively.

The law provided for measures to deter and punish harassment in the workplace such as sexual harassment, verbal abuse or derision, aggression, and discrimination. The government did not always enforce the law effectively. The Attorney General’s Office and the Inspector General’s Office opened numerous cases against members of the military and police for rape, abuse, and sexual harassment of women, Afro-Colombian and Indigenous leaders, and members of the LGBTQI+ community. NGOs reported sexual harassment was a pervasive and underreported problem in workplaces and in public. » Source: US Department of State (USDOS), 2023 Country Report on Human Rights Practices: Colombia, 23 avril 2024 : <https://www.ecoi.net/en/document/2107648.html>

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faîtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte

leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.